

Info

[L'environnement en péril](#)

EuropaCity : le méga-projet urbain contesté qui embarrasse le pouvoir français



Projet EuropaCity. L'un des dessins de présentation.

Projet immobilier géant aux portes de Paris porté par des investisseurs français et chinois, EuropaCity implique la destruction de centaines d'hectares de terres fertiles les plus proches de la capitale. La contestation s'amplifie et marque des points. Des expertises et un jugement la confortent. L'État, pourtant engagé à défendre l'environnement et les sols cultivables contre leur "artificialisation", fait appel.

12 juil 2018 Mise à jour 12.07.2018 à 19:55

par [Pascal Priestley](#)

Aux portes de Paris, 700 hectares de terres agricoles en voie de bétonnage. Un projet titanesque incluant un centre commercial géant jouxtant un parc de loisirs. Trois milliards d'euros d'investissements. Des opposants résolus qui marquent des points. Des élus et un exécutif divisés. Bienvenue à EuropaCity.

Ce n'est certes pas la nouvelle Notre-Dame des Landes mais bien tout de même un sérieux embarras pour le pouvoir, et plus encore pour son malmené ministre de l'Environnement Nicolas Hulot. L'histoire se passe au nord de la capitale, entre les installations aéroportuaires de Roissy et celles du Bourget : le *triangle de Gonesse*. Un vaste espace où le bruit des avions interdit la construction de logements.

Rien de très sauvage dans ce bout de plaine encadré de cités-dortoirs. Les espèces rares ne s'y pressent pas. Mais elle constitue l'une des rares zones agricoles – particulièrement fertile – de la région, et la plus proche de Paris. Aujourd'hui essentiellement céréalière, elle pourrait, à l'heure où sont célébrés les circuits courts, devenir un espace maraîcher pour une région qui en manque.

Gigantisme

Telle n'est pas l'idée des aménageurs nationaux et régionaux qui, depuis le début de la décennie, imaginent des programmes rivalisant d'ambitions bâtisseuses. Ainsi naît, des travaux de quatre cabinets d'architecture, un projet de quasi-ville au nom aussi proche de la culture française que son esprit : EuropaCity.

Contour général : « *un équipement dédié à une offre culturelle, touristique et commerciale* ». Le jury du label « Grand Paris » tout juste créé - co-présidé par un préfet et une personnalité ex-communiste de Seine-Saint-Denis, Patrick Braouezec – [lui donne son aval](#) en 2012. Un lauréat est désigné l'année suivante pour le mener à bien, à l'acronyme prédestiné : l'agence BIG alias [Bjarke Ingels Group](#), basée au Danemark.

Hauteur de l'investissement : 3,1 milliards d'euros. A la manœuvre : la famille Mulliez, à l'origine des chaînes Auchan, Decathlon, Leroy Merlin ... Sa structure, Immochan, trouve un partenaire dans le groupe chinois Wanda. Contrat d'investissement signé début 2016.

Contenu pratique de la chose, à l'horizon 2024 : un immense anneau de béton, d'acier et de verre, incliné devant l'aéroport du Bourget, étiré pour reprendre les formes triangulaires du site. En son centre, un espace au nom original : « *Place de l'Europe* ». Un parc de loisirs de 150 000 m², incluant une piste de ski et un centre aquatique. 50 000 m² de « surface culturelle ». 2700 chambres d'hôtel ; 230 000 m² de surfaces commerciales. 20 000 m² de restaurants et autant pour les congrès et séminaires.

Fruits escomptés : 31 millions de visites chaque année. Deux fois plus que le Parc Eurodisney. Promesse pour la région de vastes ressources fiscales nouvelles et de plus 10 000 emplois.



EuropaCity dessin des promoteurs

Eldorado

Quoique difficilement vérifiables sur la foi de croquis et projections, les perspectives mirifiques ont tôt fait de s'auto-valider comme argument décisif pour un lieu économiquement faible, frappé d'un taux de chômage stratosphérique.



Europacity photo site du promoteur

Le [site du promoteur](#) n'est pas avare de dessins aussi futuristes qu'idylliques. Le caractère presque philanthropique du projet – secourir un coin pourri de territoire désolé, œuvrer pour la France mais aussi pour la culture – est [mis en avant](#) avec insistance.

Des partenariats sont noués avec des musées. Des clips - fond de musique symphonique et ralenti – célèbrent [sur Youtube](#) un avenir qualifié de « grandiose ». Une nouvelle ligne de métro desservira cet Eldorado, financée par le contribuable.

"EuropaCity structurera notre territoire et contribuera à sa vitalité économique."

Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international

En quête de miracles, le gouvernement socialiste de l'époque s'enthousiasme, et en rajoute : « *Avec la création prévue de 11 500 emplois directs non délocalisables (...), EuropaCity est un projet majeur, [déclare dès décembre 2014](#) – avant toute consultation - Laurent Fabius ministre des Affaires étrangères et du Développement international. Il structurera notre territoire et contribuera à sa vitalité économique. Ce n'est pas un hasard si ce projet recueille une majorité d'opinions favorables.* »

C'était aller un peu vite. Bien que ses initiateurs se soient efforcés d'avancer plus rapidement que la concertation, EuropaCity soulève des oppositions grandissantes au fil de sa progression. Elles sont d'autant plus vives qu'un parc d'affaires et d'activités prévoit également dans le triangle de Gonesse ... jusqu'à 800 000 m² de bureaux.

Ronchons

Les critiques viennent de différents horizons politiques. S'y retrouvent des élus locaux hostiles au projet, des agriculteurs, de multiples associations. Une quinzaine de ces dernières s'est regroupée dans le [Collectif pour le triangle de Gonesse](#) (CPTG). Leurs arguments sont de plusieurs ordres :



Sur le site d'EuropaCity, en 2016 (photo Yann Guillotin, Collectif pour le triangle de Gonesse)

Environnementaux, d'abord. L'urbanisation prévue détruit des terres cultivables reconnues de « *très haute valeur agronomique* » ; elle générera un surcroît de gaz à effet de serre et des nuisances pour les riverains, aggravées par les soixante millions de déplacements annuels prévus. « *Après les engagements pris lors de la COP21 du Bourget, à 5 km de Gonesse, nous avons plus que jamais besoin de sols capables de capter du CO2, d'absorber le ruissellement des eaux pluviales, d'atténuer canicules et pics de pollution de l'air, et enfin de nourrir les humains. (...) EuropaCity constituerait une véritable catastrophe écologique* », résume une [pétition](#).

L'argument **culturel** mis en avant par les promoteurs est vite balayé : « *Alors que MJC, clubs sportifs locaux, maisons de quartier, médiathèques, salles de cinéma et spectacles de proximité qui tentent de promouvoir un accès réel à la culture et au loisir pour tous, sont confrontés à des réductions drastiques de leurs ressources, des espaces d'activités culturelles et de loisirs éloignés des lieux de vie et contrôlés par Auchan bénéficieraient de 1 milliard d'euros d'investissement public.* »

Économique, enfin. La raison d'être, pourtant, du projet. L'offre commerciale, estiment les opposants, aura pour effet logique de détruire ce qu'il reste d'activité dans les communes riveraines. Les centres commerciaux classiques, déjà en crise de fréquentation, risquent de s'en trouver achevés. Le nouveau parc de loisirs lui-même aura pour effet de fragiliser l'offre existante, déjà surabondante : Disneyland, Parc Astérix, Mer de Sable. Les créations d'emplois, à cet égard, pourraient bien être moindres qu'annoncé si elles se font sur les cendres des activités actuelles. Les perspectives de fréquentation, enfin, sont exagérées.

Comme souvent en la matière, les objections sont d'abord ridiculisées. Qui peut, au nom de la préservation d'un misérable terrain vague, prétendre refuser cette chance providentielle apportée sur un plateau à un territoire déshérité par des investisseurs internationaux de cette classe ? La contestation, pourtant, persiste et ne reste pas sans échos.

Revers et révision

En 2016, l'Autorité environnementale forme d'importantes [réserves](#) sur l'impact du projet et sur la façon dont a été mené le débat public.

"La création d'emplois et de richesses annoncée est mise à mal par des études extérieures"

Le commissaire-enquêteur

En août 2017, le commissaire-enquêteur émet un [avis défavorable](#) sur le document devant rendre constructible le triangle de Gonesse. Il évoque des « *impacts environnementaux négatifs à très négatifs* », « *à l'inverse des grands orientations (...) en matière de lutte contre la disparition des terres agricoles, de lutte contre le réchauffement climatique* ». Au plan économique, « *la création d'emplois et de richesses annoncée est mise à mal par des études extérieures* ». Le rapport pointe aussi le risque de porter atteinte aux territoires voisins, notamment en détruisant leurs emplois.

L'avis est consultatif. Il n'est pas « *de nature à remettre en cause le principe de l'aménagement* », affirme le maire socialiste de Gonesse, partisan d'EuropaCity. Son conseil municipal décide donc de l'ignorer et vote un plan local d'urbanisme (PLU) permettant la création d'une « zone d'aménagement concerté » (ZAC), condition nécessaire à la méga-construction.



EuropaCity: la nouvelle mouture du projet met l'accent sur l'humain. (Image du cabinet d'architecture,

Recours des opposants. Face au vent mauvais, les promoteurs présentent en septembre une nouvelle mouture de leur projet. L'anneau géant est désormais morcelé pour sembler plus humain, et d'avantage une ville. Le concept économique demeure [relativement mystérieux](#). Il y aura, explique-t-on, « *du freemium et du premium* », du gratuit et du payant.

Pas de quoi convaincre les protestataires ni même, plus ennuyeux, la justice qui suit lentement son cours. En mars 2018. Le Tribunal administratif annule la création de la ZAC en raison de l'insuffisance de l'étude d'impact. Conséquence : plus rien ne peut être construit. Un grave revers, qui devrait logiquement être fatal à EuropaCity, encore après tout un projet. Mais étrangement, l'État fait appel en mai.

En même temps ou Hulot contre Hulot

Cet appui de la puissance publique – contre un jugement, en l'occurrence – n'est pas dénué de cohérence avec son engagement précédent. Il laisse pourtant perplexe au regard des changements survenus ces dernières années : engagements internationaux pris en 2015 lors de la Cop21 mais aussi, plus trivialement, le tsunami politique français de 2017. Tenant compte des rapports de force, Emmanuel Macron a vite abandonné l'aéroport de Notre-Dame des Landes pourtant promis par ses prédécesseurs et « légitimé » par un référendum.

"Un centre commercial gigantesque avec une station de ski artificielle, c'est la folie des grandeurs du XXe siècle. C'est exactement ce que je ne veux plus demain." Nicolas Hulot, ministre d'État



Logo des opposants à EuropaCity du CPTG

Devenu son ministre de l'environnement à la fois fétiche et piétiné, Nicolas Hulot a marqué naguère, à de multiples reprises, son aversion à ce type de mégastructure. Il la renouvelle le 5 juillet 2018 [sur Europe 1](#) : « *J'attends de voir ce que va être EuropaCity. [...] Avoir un centre commercial gigantesque avec une station de ski artificielle, c'est la folie des grandeurs du XXe siècle. C'est exactement ce que je ne veux plus demain* ».

Mais aujourd'hui ? « *Je ne peux pas imposer mon autorité partout.* », esquive Nicolas Hulot. Le pouvoir politique, en tout cas, intervient officiellement pour sauver un programme exécuté par le ministre d'État. Différend au sommet ou subtilité du « en même temps » cher au nouveau président, le double-langage de l'exécutif ajoute une confusion au débat.

Moissons

Chaque camp, dans l'incertitude, se déclare conforté. Empli de photos descriptives d'un intense bonheur quotidien, le [site d'EuropaCity](#) présente sa ville nouvelle comme une réalité accomplie. Malgré, autre revers, le report à 2027 de l'ouverture du métro, ruinant la perspective d'inauguration triomphale de l'ensemble pour l'année 2024 ... et ses Jeux olympiques. « *Les critiques, nous les entendons mais elles ne sont pas de nature à remettre en cause le projet qui a vocation à évoluer* », assure [au Parisien](#) son directeur du développement Didier Lebon.

"Il ne faut pas s'attendre à ce qu'EuropaCity abandonne le projet. Ils ne lâcheront pas. On est arrivé à un stade où il faut une décision politique. Si Nicolas Hulot s'empare du dossier, on peut l'aider, il peut l'emporter."

Bernard Loup, président du CPTG (collectif d'opposants au projet)



Rassemblement des opposants au projet le 27 mai 2018

Appréciation inverse de Bernard Loup, président du collectif opposant [CPTG](#) : « *L'espoir grandit. On sait que ce n'est pas fini mais nous allons dans la bonne voie. Cela dit, il ne faut pas s'attendre à ce qu'EuropaCity abandonne de lui-même le projet. Ils ne lâcheront pas. On est arrivé à un stade où il faut une décision politique. Si Nicolas Hulot s'empare du dossier, on peut l'aider, il peut l'emporter. Sinon, notre allié sera le Conseil régional d'Île de France* ». Sa présidente Valérie Péresse, opposante de droite (LR) de poids au gouvernement, défend fermement la préservation de [l'agriculture en région parisienne](#). Les groupes Auchan et Wanda ? « *Il faut qu'ils trouvent une autre planète pour leur projet* ».

Sur terre, les réfractaires ont réuni leurs sympathisants sur le site le 27 mai, le temps d'une fête plus que d'une occupation. Gonesse n'est pas une ZAD ("zone à défendre" de Notre-Dame des Landes contre le projet d'aéroport), en tout cas pas encore. Un potager y est symboliquement entretenu, judiciairement [traqué](#) par les pouvoirs publics. Autour, les agriculteurs établis poursuivent leurs cultures. Le soleil chauffe les blés. La moisson sera bonne.

[Pascal Priestley](#)

Mise à jour 12.07.2018 à 19:55